LA SEMAINE JURIDIQUE

LES AUTEURS DE LA SEMAINE

Pauline Bozo, doctorante contractuelle à l'ISJPS, université Paris 1, chargée d'enseignement à l'université de Paris. Olivier Debat, professeur de droit privé. Samuel Deliancourt, rapporteur public à...

Comité d'experts

Béatrice CLAVERIE, directrice territoriale, responsable du service juridique, contentieux et assurances, ville d'Antibes ; Sébastien DEFIX, directeur juridique et achats, conseil départemental du Puy-...

ACTUALITÉS

179 Les cordées du service public ou comment réparer un ascenseur social en panne ?

POINTS CLÉS ➤ L'ordonnance n° 2021-238 du 3 mars 2021 vise à favoriser l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public, le constat étant fait de la faible proportion d'élèves...

L'information en continu

Contrats / Commande publique 181 Le cercle vertueux de la commande publique D. n° 2021-254, 9 mars 2021 : JO 10 mars 2021 L'économie circulaire consiste à produire des biens et des services de manière...

180 Territorialisation et déconcentration : les nouvelles modalités de gestion des investissements sanitaires

POINTS CLÉS ➤ Le plan de relance des investissements en santé d'un montant de 19 milliards d'euros annoncé par le Gouvernement s'accompagne de la définition de nouvelles modalités de gestion de ces...

Échos et Opinions

Santé / Affaires sociales 197 Logements sociaux et loi SRU : le Sénat consulte et la Cour des comptes recommande Sénat, communiqué, 15 mars 2021 C. comptes, rapp. 10 mars 2021 L'obligation pour...

CHRONIQUE

Chronique de droit de la culture Actualités de mars 2020 à septembre 2020

La présente chronique couvre l'actualité jurisprudentielle, réglementaire et législative du 1er mars au 1er septembre 2020. La période est fortement marquée par la crise sanitaire qui a gravement...

CONTRATS / COMMANDE PUBLIQUE COMMENTAIRE

2087 Marchés de défense, allotissement et lésion du soumissionnaire évincé : précisions sur l'office du juge du référé précontractuel

Solution. – L'accès du prestataire à des informations faisant l'objet d'une « diffusion restreinte » ne suffit pas à faire du marché un « marché de défense ou de sécurité » soumis à des règles...

ENVIRONNEMENT COMMENTAIRE

2088 L'affaire du siècle, un jugement en clair-obscur

Solution. – L'État est déclaré responsable d'une carence fautive créant un préjudice écologique pour la période 2015-2018 par le tribunal administratif de Paris pour le non respect de ses obligations...

PROCÉDURE CONTENTIEUSE CONCLUSIONS

2089 Cause juridique, fait générateur et autorité de chose jugée dans le contentieux de l'indemnisation

Les demandes d'indemnisation des préjudices causés par un même événement relèvent d'une même cause juridique dès lors qu'elles sont fondées sur une faute que l'administration aurait commise. Par...

RESPONSABILITÉ COMMENTAIRE

2090 Les gestes qui sauvent ne dispensent pas d'appeler rapidement les secours!

Solution. – Si les gestes qui sauvent sont de plus en plus ancrés dans notre société, le prompt appel auprès des services publics et professionnels de secours reste de mise. Le Conseil d'État vient de...

SANTÉ / AFFAIRES SOCIALES ÉTUDE

2091Les assistantes maternelles face à la crise sanitaire

Depuis plus de 30 ans, les modes d'accueil du jeune enfant ont fait l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics, tant aux plans technique que budgétaire. Parce qu'ils sont essentiels au...

SERVICES PUBLICS COMMENTAIRE

2092 Prise en charge individuelle de l'enfant en situation de handicap durant les activités périscolaires : le Conseil d'État renvoie au dialogue entre collectivités publiques

Solution. – Si l'État a une obligation de résultat s'agissant de la prise en charge d'un enfant en situation de handicap pendant le temps scolaire, il n'a pas à prendre en charge financièrement l'aide...